

Initiative des travailleur.euse.s et étudiant.e.s grec.que.s en France pour les droits démocratiques

Nous sommes jeunes, travailleur.euse.s et étudiant.e.s grec.ques, vivant à Paris indigné.e.s de la politique autoritaire du gouvernement grec, qui a culminé ces dernières semaines. En tant qu'initiative née par le-bas et organisée par des biais de démocratie directe, sans représenter aucun parti politique, nous sommes solidaires avec le peuple grec, qui proteste contre la répression policière en faveur de la démocratie. Il est temps de tirer la sonnette d'alarme contre ce régime autoritaire en cours de construction, contre la censure, la répression de la liberté de parole et de pensée ainsi que contre les violations des droits humains fondamentaux en Grèce. Nous souhaitons que notre lutte rejoigne la lutte du peuple français, contre le racisme et l'impunité des violences policières, carcérales et judiciaires. Nous applaudissons les appels à la justice pour les victimes des violences policières en France. Enfin, nous restons solidaires avec la lutte contre la nouvelle loi de sécurité globale, porteuse d'atteinte à la liberté d'informer et d'être informé.e, tout en globalisant la surveillance.

Le gouvernement grec se veut totalement réticent à renforcer le système national de santé et à prendre des mesures pour gérer la crise sanitaire, dont l'impact est omniprésent tant en Grèce, qu'en France ainsi qu'au reste du monde. En revanche, sous prétexte de la pandémie, les restrictions imposées pour cette cause lui servent **afin de poursuivre son agenda politique.**

- La société grecque étouffe tant sur le plan psychologique que financier. Des nouvelles réformes se votent conformément aux intérêts néolibéraux du gouvernement et des nouvelles mesures épuisantes s'imposent au nom de la pandémie, quand ces dernières regardent uniquement le peuple et pas le gouvernement. Les écoles restent fermées ainsi que le commerce et tout déplacement non essentiel est interdit. **Malgré ces mesures, la situation sanitaire du pays ne cesse de s'aggraver.**

- **Sous prétexte de la crise sanitaire, toute réaction est interdite, le droit à la protestation est menacé et toute manifestation est réprimée violemment par les forces de l'ordre, qui se veulent incontrôlées.** Au cours des dernières semaines, les témoignages des citoyen.nes, objets des violences policières sans précédent, faites dans le cadre d'inspection du respect des mesures sanitaires, sont effrayants. Le jeune homme, qui s'est fait tabasser par des policiers à Nea Smyrni (banlieue d'Athènes), est l'exemple par excellence. La multitude des cas injustifiés de mise en garde à vue et d'arrestations violentes font preuve de la violation en cours des **droits fondamentaux.** En même temps, **les témoignages des personnes ciblées par la police à cause de leurs idées politiques, torturées verbalement et physiquement lorsque arrêtées par la police se multiplient.** Les exemples d'Aris Papazacharoudakis torturé pendant la mise en garde à vue, et d'Efi, arrêtée lors d'une manifestation et victime de harcèlement sexuel par les policiers, sont des exemples emblématiques. En parallèle, **le gouvernement refuse d'appliquer la loi et de satisfaire les justes demandes du détenu Dimitris Koufontinas.**

- **La loi selon laquelle la police s'installe au sein des universités grecques est votée.** La Grèce sera le premier pays au monde dont les universités seront remplies de policiers au lieu des étudiant.e.s. Les forces de l'ordre ont violemment mis fin à toute manifestation munie par des étudiant.e.s, qu'il soit du squat symbolique des bâtiments universitaires ou des marches de protestation.

- **Les médias systémiques sont sous le contrôle total du gouvernement.** Les preuves d'attaques policières autant que ceux d'affaires impliquant des personnes proches du gouvernement sont dissimulées et falsifiées (ex. l'affaire de pédophilie du directeur du Théâtre National D.Lignadis, l'accident routier devant le parlement dû à une voiture de gouvernement, la publication à la télé, par un député du gouvernement, des données personnelles d'un arrêté). La répression de la liberté de la parole culmine par le biais de la censure sur les réseaux sociaux, où des publications ou même des comptes personnels des journalistes, des avocat.e.s et des médias d'information se trouvent bloqués.

**A BAS LES VIOLENCES POLICIÈRES DE TOUS LES GOUVERNEMENTS
LA SANTÉ D'ABORD, LA POLICE DEHORS
SOLIDARITÉ AVEC LES VICTIMES DES POLITIQUES AUTORITAIRES**